

par Léonid MEDVEOKO,

docteur en histoire

(Institut de l'Afrique de l'AS de l'URSS)

L'évolution d'après-guerre des méthodes militaires
du néocolonialisme en méditerranée

Les eaux chaudes de la Méditerranée ont ressenti les vents cinglants de la "guerre froide" très vite après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Naturellement, cela ne tenait pas à sa situation géographique, mais à l'importance stratégique qu'acquerrait la Méditerranée: d'une part, en tant que carrefour de routes reliant trois continents et, d'autre part, en sa qualité de polygone d'essai des méthodes militaires de l'impérialisme et du néocolonialisme. Car, après la fin de la guerre, c'est ici que s'est déplacé l'épicentre du combat entre les forces de libération nationale et les nouveaux héritiers du colonialisme. Voilà pourquoi la Méditerranée n'a en fait pas encore connu de paix durable après la fin des hostilités en Europe.

Si, pour reprendre la métaphore, la "guerre froide" a vite fait de glacer les eaux méditerranéennes, les terres baignées par cette mer, surtout, ses côtes africaine et asiatique, ont aussitôt été embrasées par de nombreux conflits locaux. D'ailleurs, sur son littoral européen - en Espagne franquiste et en Grèce monarchique - fumaient encore les derniers foyers persistants de la guerre mondiale. Quant aux côtes proche-orientale et nord-africaine, peuplées essentiellement, par les

Arabes, elles sont aussitôt devenues l'une des principales arènes de la lutte de libération nationale contre le colonialisme. Sous l'impact de la défaite du nazisme, ce combat a connu ici une montée sans précédent. Ses vagues déferlaient en balayant les anciens colonisateurs des rives du Liban et de la Syrie pour atteindre la Palestine et la Transjordanie. Des révolutions de libération ont éclaté en Egypte et en Libye. L'ouragan de la lutte de libération a traversé la Tunisie et le Maroc. A l'Est de Suez, au Levant, prédominaient toutefois, au début, des formes de lutte pacifiques. Au contraire, au Maghreb, les Arabes ont le plus souvent été obligés de prendre les armes pour défendre leurs droits légitimes à une existence indépendante et souveraine. C'est le peuple algérien qui a mené une guerre tout particulièrement longue et sanglante contre le colonialisme en sacrifiant près d'un million de vies de ses meilleurs fils et filles.

Cependant, au Levant aussi ou les colonisateurs "anciens" et nouveaux recouraient à diverses manœuvres politiques afin d'y préserver aussi longtemps que possible leur présence militaire, la mèche lente du conflit proche-oriental allumée par l'imperialisme continue de se consumer. Depuis le moment de son apparition, à compter depuis le 29 novembre 1947, jour où l'ONU a adopté sa résolution sur le partage de la Palestine, ce conflit a déjà provoqué cinq importantes guerres arabo-israéliennes et d'innombrables crises secondaires et parallèles, y compris la guerre irano-irakienne, la plus sanglante pendant cette période. Toutes ces guerres ont, elles aussi, emporté des millions de vies.

Dans les ouvrages scientifiques, le néocolonialisme est souvent défini comme "colonialisme sans colonies" ou "colonialisme économique et politique". Cela met en relief le fait que le néocolonialisme s'appuie principalement sur la puissance économique et non pas sur la force militaire. De ce fait, on va parfois jusqu'à des protestations contre le terme même de "néocolonialisme militaire" le considérant, à strictement parler, comme illogique. Toutefois, la logique de la vie s'avère plus convaincante que celle du raisonnement politique.

L'histoire du néocolonialisme d'après-guerre en Méditerranée infirme plutôt que corrobore les stéréotypes périmés de la mentalité dite politologique. A témoin, les faits, les chiffres et les événements qui servent de base à l'histoire telle qu'elle est écrite. L'auteur de ces lignes a calculé que sur un total de deux cents guerres locales ou de conflits armés, qui ont éclaté après la fin de la Seconde Guerre mondiale, près de la moitié ont eu lieu dans la région méditerranéenne ou dans son voisinage. En tout cas, l'impérialisme y a eu recours à des méthodes néocolonialistes militaires de façon tout aussi fréquente, sinon plus souvent, qu'à des procédés économiques et politiques.

On pourrait me répliquer que, même si la plupart de ces guerres et conflits a été déclenchée ou provoquée par l'impérialisme, on ne saurait néanmoins les classer dans la catégorie des guerres de libération ou anti-impérialistes. Car ces conflits ont principalement un caractère interne et ont pour cause diverses contradictions purement internes: territoriales, nationales, ethniques, confessionnelles... Toutefois, je pour-

rais leur répliquer à mon tour qu'effectivement, les causes de ces contradictions remontent à l'aube des temps. Mais c'est le colonialisme qui, non content de préparer pour elles un sol nourricier, s'employait à sélectionner, à cultiver voire à hybrider ces conflits. La division tragique de Chypre n'en est pas une exemple unique. Ce sont aussi la crise intérieure au Liban ou la guerre intestine du Golfe qui sont en fait des ramifications du conflit proche-oriental.

Indéniablement, c'est le problème palestinien qui est au coeur du conflit arabo-israélien. Toutefois, non seulement ce problème en tant que tel, mais aussi le conflit au Proche-Orient et les crises qui l'accompagnent reflètent non pas tant des dissensions territoriales, religieuses, ethniques ou nationales que des contradictions sociales de classe. A l'échelle de la région, celles-ci constituent une forme de la lutte entre les forces de libération nationale et celles d'asservissement impérialiste. Sur un plan plus vaste, elles traduisent les conflits sociaux de classe opposant les forces de la réaction et celles du progrès. De ce fait, le conflit essentiel existant dans le système des relations internationales d'aujourd'hui, celui entre le capitalisme et le socialisme, entre le militarisme et les forces de la paix, a une incidence de plus en plus grande tant sur le processus de règlement proche-oriental que sur le déblocage d'autres conflits régionaux dans le bassin méditerranéen.

Le réglage de tir au "polygone proche-oriental" date de quarante ans lorsque le président Truman a proclamé, le 12 mars 1947, sa "doctrine de lutte contre le communisme". En

réalité, cette dernière visait non seulement l'URSS, mais aussi les mouvements de libération nationale dans la région. Il est notoire que cette doctrine a servi de base à l'octroi de 400 millions de dollars à titre d'aide américaine à deux Etats méditerranéens, la Grèce et la Turquie. D'autre part, Truman ne cachait pas ses sympathies pro-sionistes de longue date. La Maison-Blanche, le Pentagone et la CIA ont entrepris bien des efforts pour assurer à Israël la victoire dans la première guerre de Palestine de 1948-1949.

Le Monde diplomatique a récemment publié un article portant sur quarante ans de conflits et d'échecs au Proche-Orient dus à l'ingérence constante de l'Occident. Cet article dit sans ambages que c'est Washington qui, pendant toute cette période, a aidé Tel-Aviv à renverser la fourmière du terrorisme proche-oriental en s'obstinant à ignorer le règlement du problème palestinien.

La première "doctrine Truman" basée sur la force a constitué un prolongement pratique de la stratégie de "guerre froide". Tout en se voulant un programme régional d'aide américaine aux pays méditerranéens, en réalité, tout comme la "doctrine Reagan", elle poursuivait des objectifs globaux. Elle se proposait d'entourer l'URSS de blocs d'agression et de bases militaires, d'étouffer les mouvements de libération nationale, d'entraîner les pays libérés dans la course aux armements et de semer la discorde dans leurs rangs.

Il est difficile de situer dans le temps le moment exact où mourait le colonialisme et voyait le jour le néocolonialisme, les deux étant étroitement enchevêtrés. Néanmoins, la

"doctrine Truman" semble avoir été la première à en revendiquer la succession. Comme on le sait, les Etats-Unis n'ont pas directement participé à l'agression tripartite contre l'Egypte ou à la guerre coloniale d'Algérie; on peut cependant affirmer que ces crises ont démarqué le passage du vieux colonialisme au néocolonialisme américain en Méditerranée. Il serait plus exact de dire que Washington a arraché cette succession à l'Europe. Bien qu'avant la guerre le monde arabe ait été partagé entre les colonisateurs européens, les Etats-Unis ont pris part, indirectement du moins, à de nombreux actes du colonialisme collectif, à commencer par l'agression tripartite contre l'Egypte.

Depuis quarante ans, les administrations américaines qui se succédaient - qu'ils s'agisse de démocrates comme Truman ou Carter, ou de républicains d'Eisenhower à Reagan - assuraient une certaine continuité tant dans leurs concepts stratégiques agressifs à l'encontre de l'URSS qu'en termes de leurs doctrines néocolonialistes dirigées contre les pays libérés. Chacune d'entre elles avait sa pointe braquée contre l'URSS, mais en règle générale, elles ont été mises en essai dans des "périphéries stratégiques", le plus souvent au Proche-Orient et en Méditerranée. Il en a résulté que cette région s'est retrouvée entraînée dans un écheveau inextricable de guerres et de conflits régionaux, dont la majorité ont eu lieu en Afrique et dans des régions limitrophes. Pendant cette période, les Etats-Unis ont recouru à la force militaire à des fins politiques et, notamment, au chantage nucléaire, au moins 300 fois. Le plus souvent, en Méditerranée.

De nos jours, les navires de la 6e flotte américaine ne cessent de faire montre de leur puissance au large de pays africains. Il convient de rappeler à ce propos une "coïncidence" se rattachant également au quarantième anniversaire de la "doctrine Truman". C'est il y a quarante ans que le Pentagone a transformé le groupement méditerranéen de l'US Navy en 6e flotte américaine et entrepris à étendre le réseau de ses bases à l'étranger. Depuis, d'une "force de dissuasion" cette flotte s'est transformée en une participante directe à un grand nombre d'interventions et de guerres d'agression contre les pays libérés. Le relais de la violence lancé par Truman se poursuit jusqu'à ce jour.

Durant les années 70 et la première moitié des années 80, l'importance de cette flotte demeurait assez stable: une quarantaine de bâtiments, dont un ou deux porte-avions, trois ou quatre croiseurs, de dix à quinze destroyers et frégates, quatre ou cinq sous-marins, cinq navires de débarquement et une dizaine de bateaux d'appoint. Cependant, en temps de crises, le nombre des navires atteint soixante unités et davantage. C'est à ce niveau qu'est porté actuellement le dispositif naval dans la zone du golfe Persique.

Si, sur le plan quantitatif, en quinze ans, la 6e flotte n'a pratiquement pas changé, l'accroissement de sa puissance de frappe se fait en revanche de façon ininterrompue.

Vers les années 80, les forces armées américaines possèdent, dans la région méditerranéenne, près de deux cents bases et autres ouvrages militaires. De ce nombre, une vingtaine d'ouvrages desservent directement la 6e flotte. En Méditerranée

née occidentale, le Pentagone a implanté un important centre de communications de l'US Navy à Kenitra (Maroc) et une base à Rota (Espagne). A l'Est, les Américains utilisent des bases et des ports à Crète, à Chypre, en Turquie, en Israël, ces derniers temps, leurs bâtiments de guerre faisant de plus en plus souvent escale dans des ports égyptiens.

Cette année, on pourrait commémorer un autre anniversaire: il y a trente ans, fut proclamée la "doctrine Eisenhower". Depuis, l'accroissement de la présence militaire US, directe comme indirecte, en Méditerranée et au Proche-Orient a pris un rythme accéléré. Autrefois, cela était fait sous prétexte de "remplir le vide"; maintenant, sous Reagan, on veut le justifier par la nécessité d'"enrayer les incendies" ou de "lutter contre le terrorisme international".

L'essence néocolonialiste de la "théorie du vide" se résumait à ceci: après le départ des colonisateurs, les peuples du Proche-Orient seraient incapables de décider de leur sort en toute indépendance. Elevée au rang d'une doctrine officielle, cette "théorie" était appelée à servir de paravent à l'expansionnisme américain en Afrique du Nord. En fait, c'était un prototype de l'actuel concept reaganien de néoglobalisme. Elle aussi proclamait le droit des Etats-Unis d'intervenir manu militari dans toute région où ils pourraient distinguer une "menace communiste", dans le cadre d'une stratégie globale de châtement massif. Cette politique alliait le colonialisme traditionnel misant sur la force à des procédés néocolonialistes mettant l'accent sur l'utilisation dans son intérêt de la réaction locale et des mécanismes de divers blocs

militaires.

Fait significatif, l'approbation de la "doctrine Eisenhower" a aussitôt entraîné l'adhésion des Etats-Unis au Pacte de Bagdad que, pour des considérations tactiques, Washington avait préféré, pendant quelque temps, ne pas rallier officiellement. Toutefois, très vite, il s'est avéré que cette démarche n'avait aucun avenir devant elle. La majorité des pays musulmans ont rejeté la "théorie du vide", insultante pour leur dignité et leur souveraineté nationales.

Le mécanisme de la "doctrine Eisenhower" était presque identique à celui de la "doctrine Reagan". Parmi les moyens employés, il y avait complots, terreur, actes de sabotage, menaces, provocation de conflits internationaux, démonstration de force et chantage militaire.

Créé sous l'administration Eisenhower, le Conseil de sécurité nationale a aussitôt reçu l'ordre d'entamer la planification d'importantes opérations d'intervention dans les différentes régions du Proche-Orient et de la Méditerranée. L'un de ces plans a été mis en pratique en été 1958. A l'opposé de l'agression tripartite contre l'Egypte de 1956, cette fois-ci, les Américains se sont mis à la tête d'une intervention collective au Proche-Orient, qui a commencé par des débarquements concomitants anglo-américains au Liban et en Jordanie. Tout comme l'invasion américano-israélo-otanienne du Liban en 1982-1983, cette intervention était conçue comme un prélude à une agression plus importante.

Washington et Londres ont profité de la présence de leurs troupes sur les territoires libanais et jordanien pour s'in-

gérer sans gêne dans les affaires intérieures de ces pays. Des centaines de patriotes arabes furent jetés dans des prisons et des camps de concentration. Dès cette époque, des projets étaient mijotés de mettre en place une force américaine avec la participation de'un contingent britannique. C'était le prototype de la "force multinationale" de l'OTAN qui a effectué un débarquement au Liban dans les années 80. Mais à l'époque, la tentative de travestir l'intervention en une "sanction internationale" a échoué. La doctrine de la force s'est avérée impuissante, et les USA et la Grande-Bretagne ont été obligés de retirer leurs troupes du Liban et de la Jordanie.

La politique anglo-américaine de "remplissage du vide" a provoqué une réaction en chaîne inverse: peu après cessait d'exister le Pacte de Bagdad, puis, le bloc CENTO, son héritier, mourait de sa belle mort. Sans pour autant renoncer complètement à de nouvelles actions d'agression et d'intervention contre divers pays arabes et africains, à l'heure actuelle, les impérialistes misent de plus en plus souvent sur l'attisement de guerres et de conflits intestins et ce, non seulement au Liban et dans la zone du golfe Persique, mais aussi au Sahara occidental, sur la Corne africaine, au centre et au nord de l'Afrique. Le néocolonialisme met à contribution ces conflits, d'une part, pour relancer et justifier la course aux armements et, d'autre part, afin d'accroître sa présence militaire directe sous le couvert de la "pacification", comme cela a eu lieu au Liban, au Tchad ou dans le Sinaï.

De même, l'aide économique accordée par l'Occident à l'Af-

rique afin de surmonter la situation de crise est de plus en plus rattachée aux projets militaires et politiques de l'impérialisme. Par exemple, la réduction de l'aide alimentaire US aux pays africains s'accompagne d'une augmentation disproportionnée de l'assistance militaire, qui a triplé de 1980 à 1986. Ces derniers temps, les dépenses militaires directes des pays nord-africains ont presque doublé. Aujourd'hui, les exportations d'armes vers les Etats africains totalisent près de deux tiers des ventes internationales d'armements, la majeure partie de ce lot concernant l'Afrique du Nord. Ces pays dépensent, par habitant, six fois plus que pour l'assistance médicale et deux fois plus que pour l'instruction publique.

Ainsi, le rythme de militarisation de l'Afrique du Nord est, ces dernières années, nettement en avance sur la cadence de son développement économique. Les dangers du néocolonialisme militaires s'aggravent également du fait que celui-ci est étayé par les concepts de la "guerre des étoiles" et du chantage nucléaire, qui, dans une grande partie, sont dirigés contre les pays en développement de la Méditerranée.

La "doctrine Reagan" se diffère de la "doctrine Eisenhower" par le fait que la stratégie de "confrontation directe" à l'égard de l'URSS trouve son expression dans l'accroissement de la confrontation entre les Etats-Unis, d'une part, et divers mouvements de libération et pays en développement, d'autre part.

Autrefois, avant l'agression israélienne au Liban de 1982 du moins, les Etats-Unis préféraient agir dans la coulisse des guerres arabo-israéliennes.

Désormais, non seulement l'administration Reagan intervient

comme promotrice de diverses aventures dangereuses, mais elle y entraîne aussi ses alliés de l'OTAN auxquels est assimilé Israël.

Washington et Tel-Aviv mènent des guerres secrètes et ouvertes contre divers Etats arabes sous prétextes factices de "garanties de sécurité", de "mesures préventives" ou de "lutte contre le terrorisme international". Or, c'est sous ces mêmes prétextes qu'a été perpétrée, il y a vingt ans, l'agression israélienne de juin 1967 dont les conséquences n'ont pas encore été réparées. Le relais infernal se poursuit: il suffirait de rappeler les raids sur Bagdad et Tunis, le bombardement de Tripoli et de Benghazi ou l'intervention au Liban.

Le fait que les USA et Israël possèdent l'arme nucléaire multiplie les risques de dégradation de conflits locaux en une catastrophe globale. Les symptômes sont très alarmants, car les tentatives de résoudre le problème du terrorisme individuel moyennant des procédés de terrorisme d'Etat ne font qu'aggraver la situation et produire de nouveaux attentats terroristes.

Au Proche-Orient, la stratégie et la diplomatie des Etats impérialistes se sont retrouvées dans un cercle vicieux. Les différents modèles de paix américains dans l'esprit de Camp David ont tourné en de nouvelles effusions de sang. Le croisement hideux de la paix à l'américaine avec une guerre à l'israélienne ne donne pas de pousses sur le sol proche-oriental. L'échec de la "pacification" américaine dans cette région a montré que l'approche séparée des problèmes proche-orientaux se trouve dans une impasse. Voilà pourquoi l'URSS pro-

pose de débloquent le règlement des conflits au Proche-Orient et en Méditerranée par des efforts collectifs. Le vaste soutien accordé à cette initiative soviétique à l'ONU, ainsi que par la VIIIe sommet des non-alignés de Harare atteste que la lutte pour un règlement équitable et universel au Proche-Orient entre dans une phase radicalement nouvelle.

L'URSS intervient de façon active en faveur du déblocage et d'un règlement équitable de tous les conflits régionaux en général, pour atténuer la tension dans les différentes régions du globe, notamment en Méditerranée, par voie de négociations, compte tenu des intérêts légitimes de toutes les parties et sans aucune ingérence étrangère.

L'ensemble d'initiatives internationales bien connues de l'URSS, ainsi que la Déclaration de New Delhi proclamant les principes de la création d'un monde sans armes nucléaires et sans violence, contiennent des propositions concernant, entre autres, le règlement de conflits régionaux. L'URSS a avancé une série de propositions concrètes en vue de consolider la sécurité dans le bassin méditerranéen prévoyant le refus de déployer des armes nucléaires sur le territoire des pays de la région qui n'en possèdent pas, la création en Méditerranée d'une zone libre d'armes chimiques, ainsi que le retrait simultané de cette région de la 6e flotte américaine et des bâtiments de guerre soviétiques. D'autre part, l'Union Soviétique donne son appui à toutes les autres initiatives des Etats méditerranéens non alignés allant dans ce sens. Notamment, elle estime qu'il serait utile de convoquer, en plus de la conférence internationale pour le Proche-Orient, un fo-

rum analogue avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris les Etats-Unis, afin d'élaborer les conditions nécessaires pour garantir la paix et la sécurité dans le bassin méditerranéen. Il s'agit là d'un impératif. Il faut transformer ce dangereux foyer de tension et de guerre dans cette région, berceau de la civilisation humaine, en un berceau de la paix.